

aux essais maintenant, mais c'est là le seul changement digne de mention. Un sondage Gallup effectué en mai 1985 a révélé que 45 % des Canadiens approuvaient la décision du gouvernement d'autoriser les essais, tandis que 45 % la désapprouvaient. La proportion des personnes prétendant être au courant de la question est passée d'environ 50 % vers la fin de 1982, quand elle a été posée pour la première fois, à près de 90 % en 1985. Cette question compte également parmi celles qui ont le plus divisé l'opinion du point de vue social : les anglophones, les personnes âgées, les hommes, les personnes détenant un diplôme universitaire et celles qui ont des revenus supérieurs à la moyenne étaient plus en faveur des essais; en revanche, les francophones, les habitants de la Colombie-Britannique et les Québécois, les jeunes, les femmes, les personnes ayant fréquenté l'école publique et celles dont les revenus sont moins élevés étaient plutôt contre qu'en faveur.

L'INITIATIVE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE

L'Initiative de défense stratégique et la participation possible du Canada à ce programme ont également suscité beaucoup de controverses. À cet égard aussi, le degré de sensibilisation des Canadiens était relativement élevé; plus de 80 % des personnes interrogées pendant l'été de 1985 (soit pendant les audiences que le Comité parlementaire spécial a tenues sur la question) prétendaient être au courant du plan du gouvernement Reagan. Le seul aspect de l'IDS qui a semblé faire l'unanimité chez les Canadiens était sa faisabilité. Huit sur dix ont estimé qu'il était en fait possible de construire un tel système spatial de défense, sans qu'il y ait consensus sur ses incidences. Quand on leur a demandé quel effet un tel système aurait sur la course aux armements, 60 % des personnes interrogées ont dit qu'elle s'accélélerait, 15 % ont soutenu qu'elle ralentirait, et 24 %, que l'IDS n'aurait aucune incidence sur la course aux armements. On a ensuite demandé si un système spatial de défense mettrait davantage le monde à l'abri de la destruction nucléaire : environ 40 % ont alors répondu par l'affirmative, la même proportion a affirmé que l'inverse se produirait, et les autres n'avaient pas d'opinion. Une faible majorité s'est dite d'accord avec l'idée que le Canada participe aux recherches de l'IDS. Quarante pour cent y étaient opposés. Quand la maison Decima a posé une question semblable, qui faisait néanmoins la distinction entre la recherche et le